



« Découpler politique migratoire et santé publique »

Le Dr Olivier Bernard, nouveau président de Médecins du monde, entend porter un témoignage intransigeant sur l'accès aux soins, que ce soit à l'international (en particulier en Europe), ou en France. Les restrictions sont encore plus douloureuses et intolérables dans les pays riches, souligne ce pédiatre de 41 ans.

MÉDECINS du monde s'est choisi en mai dernier un jeune président déjà bardé de solides états de service humanitaires. Du Népal, comme coopérant, au Cameroun, comme étudiant chercheur (laboratoire d'anthropologie du CNRS), de Singapour au Kosovo (sa première mission pour MDM, comme coordinateur médical), de Madagascar, en tant que pédiatre dans un hôpital local, à la Guinée, au Liberia et à la Sierra Leone, le Dr Olivier Bernard a multiplié les missions de terrain tout en collectionnant les formations : il est pédiatre, diplômé en anthropologie médicale ainsi qu'en santé publique, avec également une pratique hospitalière française à son actif : chef du département de pédiatrie du CH d'Aubagne (Bouches-du-Rhône) jusqu'à son élection.

Au CA depuis trois ans, vice-président de l'association, il est le premier président à se consacrer à temps plein à Médecins du monde. Bien décidé à porter une parole forte sur le sujet où MDM, rappelle-t-il, détient une légitimité reconnue : l'accès aux soins, que ce soit à l'international ou en France. La publication, aujourd'hui du deuxième rapport de l'Observatoire européen est l'occasion pour lui d'insister sur « des restrictions qui sont d'autant plus douloureuses et intolérables qu'elles ont pour cadre des pays riches, en Europe, mettant en danger les



Le nouveau président de MDM : « L'action militante paye »

personnes les plus vulnérables et stigmatisées, les migrants sans papiers. Il est urgent de découpler la politique migratoire et la politique de santé publique, plaide-t-il. L'an dernier, nous avons fait adopter au Parlement européen un amendement (le 9 juin 2008) qui prévoyait la non-expulsion des étrangers gravement malades dans le cadre de la loi sur la directive retour. Le Conseil des ministres européen a fait capoter cette mesure mais nous ne renonçons pas : il faut harmoniser par le haut des politiques européennes qui, en ce domaine, restent extrêmement hétérogènes.

« En France, estime le Dr Bernard, les actions menées depuis deux ans contre les fiches pays et pour l'application de la loi du 11 mai 1998 (qui instaure le droit au séjour des étrangers malades) semblent porter leurs fruits. C'est la preuve que l'action militante paye. Et qu'elle doit être poursuivie. »

Car, « à l'international, poursuit-il, les sujets de préoccupation

s'accumulent : les questions sécuritaires restent cruciales en Somalie, en Irak, en Afghanistan, au Pakistan, en Somalie, au Darfour, ou en République démocratique de Congo, des pays où ne nous renonçons pas à intervenir malgré les risques ». MDM, estime son président, « doit travailler sur les enjeux liés à la perception parfois négative des acteurs humanitaires, en lien avec les ONG locales. Des rapprochements avec le monde arabe restent envisagés, à Doha en particulier. L'association est aussi à pied d'œuvre en Argentine et au Japon ».

Mais les bureaux et les missions les plus proches ne sont pas les plus faciles à implanter et à faire accepter localement : les missions santé migrants de Londres (2006), Amsterdam et Anvers (2008), diversement accueillies, attestent que les french doctors ont encore du travail pour exercer pleinement leur mission d'alerte et d'intervention.

> CHRISTIAN DELAHAYE